

- RAPPORT DE VISITE -

Vérification périodique de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO₅ ou supérieure à 1,2kg/j de DBO₅

IDENTIFICATION DU CONTRÔLE

Numéro de dossier

CBF 069 2020 171AC

Propriétaire de l'immeuble

Propriétaire (s) **Monsieur Philippe BOLZER**
Adresse(s) **67 Avenue de l'église**
65250 LA BARTHE DE NESTE

Identification du contrôle

Date et heure de la visite : **30 Janvier 2020**
Personne présente lors du contrôle : **Propriétaire**
Contrôleur en charge de l'intervention : **C DEJEANNE-VIAU**
Locataire(s) le cas échéant : **Néant**

Adresse cadastrale du terrain

Référence cadastrale du terrain visé par le contrôle
Section AC n° 171

Adresse postale du terrain

Lieu-dit **Le Bourg**
Adresse **67 Avenue de l'église**

CONCLUSION DU CONTRÔLE

Conformément à l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, et suite à la visite du contrôleur le dispositif est considéré comme :

FILIÈRE NE PRÉSENTANT PAS DE DÉFAUTS MAJEURS

Délai des travaux obligatoires :

Pour le propriétaire actuel :

Aucune obligation de travaux.

Néanmoins il est rappelé que l'entretien du système d'assainissement doit être réalisé régulièrement pour son bon fonctionnement

En cas de vente de l'habitation :

Aucune obligation de travaux.

Néanmoins il est rappelé que l'entretien du système d'assainissement doit être réalisé régulièrement pour son bon fonctionnement

La Barthe de Neste, le **17 FEV. 2020**

Le contrôleur S.P.A.N.C.

Cyrille DEJEANNE-VIAU



Pour le Président de la CCPL, et par délégation,
Le 7ème Vice-Président,

Alain DUCASSE



TRAVAUX PRESCRITS POUR REHABILITER LA FILIERE CONTROLEE

Classification de la non-conformité	Type de non-conformité	Travaux de mise en conformité par ordre de priorité	Travaux obligatoires / préconisés
-	-	-	-
--	--	--	--

Classification :

- L.1331-1-1 Absence d'installation
- Cas A Danger pour la Santé des Personnes
- Cas B Danger pour l'environnement
- Cas C Autres non-conformités
- Rec. Recommandations

Dans les 2 cas précédents, ces travaux deviennent obligatoires dans le cadre d'une transaction immobilière. Les travaux seront à la charge de l'acquéreur. Il disposera d'un an à compter de l'acquisition de l'immeuble pour réaliser les travaux de conformité.

Travaux obligatoires / préconisés :

- Travaux obligatoires :
A réaliser sous 4 ans à compter de la notification du rapport de visite.
- Travaux préconisés :
Recommandés pour améliorer le fonctionnement de la filière ANC.

Remarque(s) :

Démarches à suivre dans le cadre d'une réhabilitation partielle ou totale :

Les travaux de réhabilitation de l'assainissement non collectif devront faire l'objet d'une demande d'installation auprès du SPANC de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan.

Les travaux ne pourront débuter qu'après accord expresse du SPANC et réception de l'arrêté municipal autorisant les travaux d'assainissement non collectif délivré par le Maire de la commune.

Périodicité des contrôles :

La filière de traitement des eaux usées sera suivie au plus tard tous les dix ans pour vérifier son bon fonctionnement.

Article L271-4 du Code de la Construction :

L. - En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.

Le dossier de diagnostic technique comprend, dans les conditions définies par les dispositions qui les régissent, les documents suivants : [...]

6° Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique ;
- [...] En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

Les investigations réalisées sur place en présence du propriétaire ou de son représentant ont permis d'établir le rapport ci-joint

DONNEES GENERALES

Urbanisme	Terrain situé en zone d'assainissement non collectif Si non dérogation ou prorogation du gestionnaire Densité de l'habitat Superficie du terrain	Terrain couvert par le zonage d'assainissement non collectif - Habitat isolé > 1000 m ²
Immeuble	Type d'immeuble Nombre de pièces principales* (au sens de l'article R 113-1 du CCN) Capacité d'accueil (en équivalent-habitant) Nombre d'usager(s) régulier(s)	Habitation individuelle Déclaré : 4 chambres + 1 séjour 5 équivalents-habitants 2 usagers
A.N.C.	Superficie réservée pour le dispositif ANC Nombre d'immeuble(s) raccordé(s) sur le dispositif Année de réalisation de l'assainissement non collectif Installateur de l'assainissement non collectif	Environ 50 m ² 1 2010 Indéterminée
Environnement	Pente du terrain Cours d'eau proche (pérenne / temporaire) Zone inondable (connue des propriétaires ...) Point de captage d'eau à moins de 35m Si oui le captage est-il déclaré en mairie Alimentation en eau potable de l'immeuble Exutoire au droit du terrain	Faible, < 5% Non Non Non Non Adduction d'eau potable de la commune Oui

Historique du précédent contrôle réalisé

Date du contrôle	Organisme contrôleur	Nature du contrôle	Résultat du contrôle
25/01/2010	CCNB	Bonne exécution	Conforme

Modifications déclarées par le propriétaire depuis le précédent contrôle

- Sur la filière : Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle
- Destination et taille de l'immeuble : Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle
- Aménagement du terrain : Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle

Passage du technicien lors du contrôle

Lors du passage du technicien,

- les regards de contrôles étaient : Accessibles et ouverts
- le compteur d'eau était : Ouvert et des tests d'écoulement ont pu être réalisés

Dans ce cas le contrôle a été réalisé

Par un constat visuel et sur déclarations du propriétaire

Pièces présentées lors du contrôle

- Aucun.

Dimensionnement de la filière d'assainissement

Capacité d'accueil de l'immeuble (exprimé en équivalent-habitant) :	4 équivalents-habitants
Nombre d'usagers permanents ou réguliers dans l'immeuble :	3 personnes
Capacité de traitement de la filière implantée sur le terrain :	5 équivalents-habitants

Concernant les installations significativement sous-dimensionnées, le contrôleur s'attache à vérifier l'adéquation entre la capacité de traitement de l'installation et le flux de pollution à traiter. Le sous-dimensionnement est significatif si la capacité de l'installation est inférieure au flux de pollution à traiter dans un rapport de 1 à 2.

DONNEES TECHNIQUES

Collecte des eaux pluviales

- Eaux usées et pluviales / ruissellement collectées séparément **Oui**
- Destination des eaux pluviales / ruissellement : **Collecteur communal**
- Destination des eaux de piscine **Sans objet**

Collecte des eaux usées

Té / Regard de visite

Regard accessible
//

Sécurité du dispositif
//

Non
Mauvaise collecte
//

Présence d'odeurs
//

Dispositifs de traitement primaire (pré-traitement) et fonctionnement associé

Bac à graisses	Non		
Accessible (Regard affleurant) //	Matériaux //	Volume utile //	Sous-dimensionné //
Hauteur de boues / Décantation //	Sécurité du dispositif //	Signes d'altération //	Présences d'odeur //
> Ventilation secondaire Situé en aval du dispositif	Bon état / Ø 100 //	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
> Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence //	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Traitement primaire	Oui 1 fosse toutes eaux		
Accessible (Regard affleurant) Oui	Matériaux PEHD	Volume utile 4000l	Sous-dimensionné Non
Hauteur de boues / Décantation Correct	Sécurité du dispositif Oui	Signes d'altération Non	Présences d'odeur Non
> Ventilation primaire Situé en amont du dispositif	Bon état / Ø 100 Indéterminé	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
> Ventilation secondaire Situé en aval du dispositif	Bon état / Ø 100 Oui	Sortie au-dessus du toit Oui	Tête de ventilation / Odeurs statique
> Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence 2014	Opérateur / Agréé PSI	Justificatif présenté Oui

Pré-filtre	Non installé		
Accessible (Regard affleurant) //	Matériaux //	Volume utile //	Sous-dimensionné //
Hauteur de boues / Décantation //	Sécurité du dispositif //	Signes d'altération //	Présences d'odeur //
> Ventilation secondaire Situé en aval du dispositif	Bon état / Ø 100 //	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
> Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence //	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Remarque(s) :

Dispositifs de traitement secondaire et fonctionnement associé

Type de traitement	Filtre compact ECOFLO 5 EH		
Dimensionnement 2850 l	Côte du dispositif 1 cuve en Plastique	Surface réservée 9M²	Sous-dimensionné Non
Sécurité du dispositif Oui	Eaux stagnantes en surface Non	Signes d'altération Non	Présences d'odeur Non
> Ventilation associée <i>Si le dispositif en est doté</i>	Bon état / Ø 100 Couvercle aéré	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
> Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence //	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Regards de visite (répartition, bouclage, contrôle) associés au dispositif de traitement :

Regard de :	Répartition	Bouclage	Collecte / Contrôle
Installé	Sans objet	Sans objet	//
Si oui, accessible	//	//	//
Absence signe d'altération	//	//	//
Sécurité du tampon	//	//	//
Absence eau stagnante, matière	//	//	//
Répartition / Collecte	//	//	//

Remarque(s) :

Postes de relevage / Chasse à auget

Nom du dispositif	Oui pompe de relevage		
Implantation A la sortie du filtre compact	Regard accessible Oui	Sécurité du dispositif Oui	Volume de la bâchée Indéterminé
Ventilation du dispositif Non	Mauvaise odeur Non	Fonctionnement correct Oui	Signe(s) d'altération Non

Remarque(s) : Sans objet

Elimination des eaux usées (cas des filières drainées)

	Effluents non traités	Effluents traités
Mode d'évacuation Et dimensionnement	Sans objet //	Gravitaire Indéterminé
Point de rejet identifié Autorisation de rejet fournie	// //	Oui collecteur communal Oui
Écoulement de l'exutoire Entretien Nuisance olfactive	// // //	Intermittent Commune Non

Remarque(s) : Sans objet

Contraintes pouvant gêner le bon fonctionnement de la filière contrôlée

- Contrainte de surface **Oui**
- Contrainte de topographie **Non**
- Contrainte d'occupation **Non**
- Contrainte liée à un captage AEP **Non**
- Autre contrainte **Non**

Avertissement :

Rapport établi suite à une intervention effectuée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif en application des arrêtés du 07 septembre 2009 modifié et du 27 avril 2012.

Le présent rapport est réalisé dans le cadre de l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce bilan a pour seul objet de prévenir les risques de pollutions ou de danger pour la santé et la sécurité des personnes en déterminant les causes des éléments décrits et en établissant les travaux par ordre de priorité. Outre les conditions de la visite, il rend compte du descriptif de l'installation et de ses conditions de fonctionnement.

Le contrôle a été réalisé exclusivement sur la base d'informations et documents fournis par le propriétaire (ou son mandataire) lors de la visite.

Conformément à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique, le présent document est valide pour une durée de trois (3) ans à compter de la date du contrôle.

Le propriétaire de l'immeuble déclare avoir pris connaissance de la redevance relative au contrôle de l'assainissement non collectif (Conformément à la réglementation - articles R2333-121 et suivants du CGCT - Délibération du Conseil Communautaire de la CCPL du 27 septembre 2006).

- Redevance pour un contrôle de bon fonctionnement : 100 €

Rappel :

1. Les regards de visite devront rester apparents, à fleur de terrain, pour permettre l'entretien de tous les organes des dispositifs et permettre un contrôle.
2. Aucun arbre ne devra être implanté sur le dispositif ou à moins de 3 mètres des limites de celui-ci pour éviter toute dégradation.
3. Aucune installation hors-sol (abri, zone de stockage, ...) ne devra être construite sur la zone du système d'assainissement afin d'éviter tout dysfonctionnement. Il sera aussi interdit de circuler sur le système d'assainissement avec des véhicules pour les mêmes raisons.
4. Les eaux pluviales et de ruissellement ne devront pas être dirigées vers le dispositif d'assainissement non collectif mais éliminées indépendamment.

L'attention est apportée sur les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kgj de DBO5 dont un extrait est relaté ci-dessous :

« Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique »

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et à éviter tout contact accidentel avec les eaux usées. »